

PREFECTURE DU NORD – PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord
chevalier de l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

Le préfet du Pas-de-Calais
Chevalier dans l'ordre national de la légion d'honneur
Officier dans l'ordre national du mérite

Arrêté inter-préfectoral imposant à la Société B.P. FRANCE des prescriptions complémentaires relatives à la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité de la nappe au droit du site de son établissement situé à COURCHELETTES et CORBEHEM

VU les dispositions du code de l'environnement,

VU les différentes décisions préfectorales autorisant la société B.P. FRANCE - siège social : Immeuble Le Cervier – 12 avenue des Béguines - Cergy Saint Christophe - 95866 CERGY-PONTOISE CEDEX - à exploiter une raffinerie et un dépôt de gaz et de liquides inflammables sur le territoire des communes de COURCHELETTES et de CORBEHEM ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 19 février 2007 imposant à la société BP France une surveillance des eaux souterraines ;

VU le courrier en date du 15 mai 2007 adressée aux préfets du Nord et du Pas de Calais demandant que l'article 4 de l'arrêté inter-préfectoral du 19 février 2007 susvisé soit modifié pour supprimer l'obligation de conclure une convention avec la Société AXTER pour connaître ses niveaux de prélèvements d'eau souterraine

VU le rapport en date du 8 juin 2007 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 8 août 2007 retirant l'arrêté inter-préfectoral du 19 février 2007

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Pas de Calais lors de sa séance du 13 septembre 2007,

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 18 septembre 2007 ;

SUR la proposition de Messieurs les secrétaires généraux des préfetures du Nord et du Pas-de-Calais

ARRETE

Article 1 - OBJET

La Société BP FRANCE, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé Immeuble Le Cervier – 12 avenue des Béguines - Cergy Saint Christophe - 95866 CERGY-PONTOISE CEDEX -, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la remise en état des installations qu'elle a exploitées sur les communes de Courchelettes (59) et Corbehem (62).

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au site ci-dessus ainsi qu'aux terrains extérieurs à l'emprise du site qui seraient affectés par la pollution en provenance du site.

L'exploitant doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

Article 2 - CONTROLES

2.1. - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

2.2. - Contrôles inopinés

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité ancienne de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 - RESEAU DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant doit mettre en place un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines, notamment pour apprécier le sens d'écoulement de la nappe souterraine de la craie et surveiller les zones de pollution du site.

Ce réseau, établi avec l'aide d'un hydrogéologue expert pour surveiller la nappe de la craie et les nappes des limons, est constitué des Piézomètres suivants :

- en amont de l'ancienne raffinerie : PZC1,
- au droit de l'ancienne raffinerie : PZCR2, AEI AXTER,
- au droit de l'ancien dépôt d'hydrocarbures de Corbehem et appontement : NP10, PZ2, NP1 et NP4,
- en aval de l'ancien dépôt et de l'ancienne raffinerie : PZC3, PZCR1, PZCR5, PZCR7, PZCR8, PZCR9, PZCR10, PZCR11 et PZCR12,
- autour du merlon de terre issu de l'implantation de l'usine AXTER (piézomètres installés dans la nappe superficielle) : PZA10, PZA11, PZA12, PZA15, PZA16, PZA17 et PZA18,

implantés, selon le plan joint au présent arrêté. Ces piézomètres sont situés dans les départements du Nord et du Pas de Calais. Une éventuelle demande de modification d'implantation d'un piézomètre doit être accompagnée de l'avis d'un hydrogéologue expert.

La tête de chaque piézomètre doit se trouver dans un avant puits (ou un regard) maçonné ou tubé étanche, profond d'au moins 1,5 m. Le tubage du forage doit dépasser du fond de l'avant puits (ou du regard) d'au moins 0,3 m pour éviter l'infiltration d'eau stagnante ou de suintement. Les piézomètres doivent être signalés et toutes dispositions doivent être prise pour éviter leur détérioration notamment par des engins de travaux publics.

L'avant puits (ou le regard) doit être recouvert par un capot protecteur verrouillé ou cadénassé hermétique. Une aire étanche, avec pente favorisant l'écoulement des eaux loin de l'ouvrage, d'un mètre minimum de rayon doit être réalisée autour de cet avant puits.

Chaque piézomètre doit rester accessible depuis la voie publique afin de rendre possible la surveillance et éventuellement des interventions complémentaires.

Des prélèvements dans chacun des points de prélèvement doivent être réalisés deux fois par an : en période de basses eaux et en période de hautes eaux. Le niveau d'eau doit être mesuré (altitude NGF) dans chacun des piézomètres avant et après la purge des piézomètres précédents, la prise d'échantillons d'eau. Les prélèvements d'échantillons doivent être effectués selon les normes en vigueur.

Article 4 - ANALYSES DES EAUX SOUTERRAINES

Les paramètres ci-dessous doivent faire l'objet d'analyses semestrielles :

Paramètres	Méthode d'analyse (1)
pH	
Indice phénols	NFT 90109
COT	NE EN 1484
Hydrocarbures	NFT 90114
Sulfates	
<hr/>	
HAP total des 16 substances de l'EPA	NFT 90115
Pyridine	
COHV, indice phénol	
Cyanures libres (aisément libres)	ISO 6 703/2
Cyanures totaux	NFT 90107
<hr/>	
Métaux dont	
Cuivre	NFT 90022
Plomb	NFT 90027
Zinc	FDT 90112
Arsenic	NF ISO 11885
Cadmium	NF ISO 11885
Chrome	
Chrome VI	
Fer	
Nickel	
Manganèse	
Mercure	
<hr/>	
Benzène	
Toluène	
Xylène	
Ethylbenzène	NF ISO 11423-1

(1) Retenir les normes d'analyses à jour au moment des analyses.

Ce réseau aura pour but :

- de déterminer le sens d'écoulement des nappes par des mesures piézométriques ;
- de suivre la qualité des nappes des limons et de la craie.

Les résultats de ces mesures et analyses, doivent être analysés et commentés et faire l'objet d'une présentation graphique pour les paramètres représentatifs de la pollution. Ces résultats doivent être transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant les prélèvements.

Article 5 - FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

Article 7-

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le sous-préfet de Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Messieurs les maires de COURCHELETTES et CORBEHEM,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de COURCHELETTES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

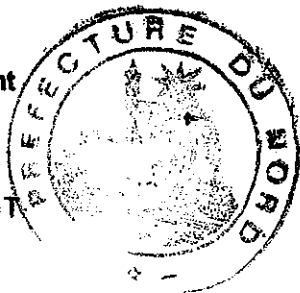
Fait à LILLE, le 30 OCT. 2007

Fait à ARRAS, le 30 OCT. 2007

Le préfet,

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général Adjoint

François-Claude PLAISANT



Le préfet,

Le Sous-Préfet chargé de mission,
Secrétaire Général Adjoint,

Vincent ROBERTI

